



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.524/2
du 13 décembre 2017

advies 62.524/2
van 13 december 2017

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
les règles et modalités visant à
transposer la Directive
concernant les marchés
d'instruments financiers'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot bepaling van nadere
regels tot omzetting van de
richtlijn betreffende markten
voor financiële instrumenten'

Le 21 novembre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale, à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant les règles et modalités visant à transposer la Directive concernant les marchés d'instruments financiers'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 13 décembre 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 décembre 2017.

*

Op 21 november 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën, belast met bestrijding van de fiscale fraude, verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van nadere regels tot omzetting van de richtlijn betreffende markten voor financiële instrumenten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 13 december 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 december 2017.

*

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 2, il y a lieu de préciser que les articles 65, § 2, et 65/1, § 2, de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse' y ont été insérés par la loi du 25 octobre 2016.

2. Au même alinéa 2, compte tenu de ce que, parmi les articles 65, § 2, 65/1, § 2, et 65/2, § 3, de la loi du 25 avril 2014, seul l'article 65/2, § 3, y a été inséré par la loi du 21 novembre 2017, il y a lieu d'écrire « inséré » au singulier.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Dans la version française, il y a lieu d'omettre le mot « de » entre les mots « 2011/61/UE » et les mots « la Directive Déléguée ».

Articles 2 et 25 et annexes

L'intention semble être de faire du tableau de concordance entre les dispositions de la directive déléguée (UE) n° 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 'complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire' et les dispositions du droit belge, une annexe à l'arrêté projeté, comme l'indique la mention, sous ce tableau de concordance, des mots « Vu pour être annexé à notre arrêté du ... 2017 portant les règles et modalités visant à transposer la Directive concernant les marchés d'instruments financiers ».

Il n'est toutefois pas usuel d'annexer ce genre de tableau de concordance à un texte légal ou réglementaire. Mieux vaudrait annexer ce tableau au rapport au Roi accompagnant l'arrêté en projet.

Dans ce cas, l'arrêté en projet ne comporterait plus qu'une annexe et il ne serait pas nécessaire de numéroter celle-ci « A ». Les mots « annexe A », figurant aux articles 2, 3, § 2, alinéa 1^{er}, et 25 du projet ainsi que dans l'intitulé de l'annexe A projetée, seront alors chaque fois remplacés par le mot « annexe ».

Article 2

À l'article 2, *in fine*, il n'y a pas lieu de préciser qu'il s'agit de l'annexe « au présent arrêté ».

D'une manière générale, lorsqu'il s'agit d'une référence à l'intérieur d'un même acte ou d'une division de celui-ci (chapitre, section, article, paragraphe, etc.), il ne convient pas de rappeler qu'il s'agit du même acte ou de la même division ¹.

Article 6

Au paragraphe 6, la référence à l'article 45 du règlement délégué (UE) n° 2017/565 de la Commission du 25 avril 2016 'complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive' sera remplacée par une référence à l'article 50 de ce règlement délégué (voir l'article 11, paragraphe 5, alinéa 2, de la directive déléguée (UE) 2017/593).

De plus, dans la version néerlandaise de ce paragraphe 6, il y a lieu d'écrire « van de gedelegeerde verordening (EU) 2017/565 », au lieu de « van de Gedelegeerde Richtlijn (EU) 2017/565 ».

Article 7

Au paragraphe 2, *in fine*, il ne convient pas d'écrire « paragraphe suivant » mais « paragraphe 3 ». Si un ou des paragraphes venaient à être insérés ultérieurement entre les paragraphes 2 et 3, la référence au « paragraphe suivant » ne serait en effet plus exacte ².

Article 8

1. Afin de respecter la structure de l'article 13 de la directive déléguée (UE) 2017/593, il y a lieu de transformer l'article 8, § 1^{er}, 3°, du projet, en un alinéa distinct. Le paragraphe 3, *in fine*, sera adapté en conséquence.

2. Compte tenu de l'observation formulée ci-dessus, on écrira respectivement :

– au paragraphe 6 : « paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, b) » et « paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, d) »,

– au paragraphe 7 : « paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, c) », et

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 72, a).

² *Ibidem*, recommandation n° 72, b).

– au paragraphe 8 : « paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, d) ».

Articles 9 et 14

1. Il ne convient pas de laisser un article en dehors des divisions groupant des articles. Les articles 9 et 14 du projet doivent dès lors figurer dans une subdivision du titre sous lequel ils figurent respectivement ³.

2. Les articles 9 et 14 du projet introduisent des dispositions trouvant leur fondement légal respectivement dans la loi du 2 août 2002 ‘relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers’, dans la loi du 25 avril 2014 ‘relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse’ et dans la loi du 25 octobre 2016 ‘relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement’.

À l'article 9, alinéa 1^{er}, 1^o, et à l'article 14, 1^o, du projet, les mots « de l'Union européenne » seront dès lors chaque fois omis (voir la définition de la notion d'« État tiers » figurant à l'article 2, 12^o, de la loi du 2 août 2002 et la définition de la notion d'« État membre » figurant respectivement à l'article 3, 9^o, de la loi du 25 avril 2014 et à l'article 2, 17^o, de la loi du 25 octobre 2016).

Article 22

Dans la version française de l'article 22, § 9, alinéa 2, deuxième phrase, il y a sans doute lieu d'écrire « entreprises réglementées », comme dans la version néerlandaise de cette disposition et comme dans le reste de l'article 22.

Annexe A (lire : Annexe)

1. À la section I, alinéa 2, deuxième phrase de la version française, il conviendrait, comme dans la version néerlandaise et comme dans l'annexe II, section I, alinéa 2, de la directive n° 2014/65/UE, de remplacer la notion de « client de détail » par celle de « client non professionnel ».

2. Dès lors que l'article 5, § 1^{er}, du projet définit, pour le titre 2 de celui-ci, la notion d'« entreprise réglementée » en renvoyant à l'article 26, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 août 2002, il n'est pas nécessaire, à la section I, alinéa 2, troisième phrase, de l'annexe, de rappeler ce renvoi à l'article 26 de la loi du 2 août 2002.

*

³ *Ibidem*, recommandation n° 63.

AANHEF

1. In het tweede lid moet worden gepreciseerd dat de artikelen 65, § 2, en 65/1, § 2, van de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’ daarin ingevoegd zijn bij de wet van 25 oktober 2016.

2. Gelet op het feit dat van de artikelen 65, § 2, 65/1, § 2 en 65/2, § 3, van de wet van 25 april 2014, alleen artikel 65/2, § 3, daarin ingevoegd is bij de wet van 21 november 2017, behoort in de Franse tekst van datzelfde tweede lid “inséré” in het enkelvoud geschreven te worden.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de Franse tekst moet het woord “de” tussen de woorden “2011/61/UE” en de woorden “la Directive Déléguée” geschrapt worden.

Artikelen 2 en 25 en bijlagen

Het lijkt de bedoeling te zijn om van de concordantietabel van de bepalingen van de gedelegeerde richtlijn (EU) 2017/593 van de Commissie van 7 april 2016 ‘tot aanvulling van Richtlijn 2014/65/EU van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot het vrijwaren van financiële instrumenten en geldmiddelen die aan cliënten toebehoren, productgovernanceverplichtingen en de regels die van toepassing zijn op het betalen of het ontvangen van provisies, commissies en geldelijke of niet-geldelijke tegemoetkomingen’ en de bepalingen van het Belgisch recht, een bijlage bij het ontwerpbesluit te maken, zoals onder die concordantietabel vermeld wordt met de bewoordingen “Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van ... 2017 tot bepaling van nadere regels tot omzetting van de richtlijn betreffende markten voor financiële instrumenten”.

Het is evenwel niet gebruikelijk om een dergelijke concordantietabel als een bijlage bij een wettekst of verordenende tekst te voegen. Het zou beter zijn om die tabel te voegen bij het verslag aan de Koning dat bij het ontwerpbesluit hoort.

Aldus zou het ontwerpbesluit nog maar één bijlage bevatten en zou die niet meer genummerd moeten worden met de letter “A”. De woorden “bijlage A” in de artikelen 2 en 3, § 2, eerste lid, van het ontwerp, moeten aldus vervangen worden door de woorden “de bijlage”; in artikel 25 van het ontwerp moeten de woorden “haar bijlage A” vervangen worden door de woorden “zijn bijlage” en in het opschrift van de ontworpen bijlage A moeten de woorden “Bijlage A” vervangen worden door het woord “Bijlage”.

Artikel 2

In artikel 2, *in fine*, moet niet worden gepreciseerd dat het om de bijlage “bij dit besluit” gaat.

Over het algemeen geldt dat wanneer het gaat om een verwijzing binnen eenzelfde tekst of binnen eenzelfde indeling van die tekst (hoofdstuk, afdeling, artikel, paragraaf enz.), het niet nodig (is) te herhalen dat het om dezelfde tekst of indeling gaat.¹

Artikel 6

In paragraaf 6 moet de verwijzing naar artikel 45 van de gedelegeerde verordening (EU) 2017/565 van de Commissie van 25 april 2016 houdende aanvulling van Richtlijn 2014/65/EU van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de door beleggingsondernemingen in acht te nemen organisatorische eisen en voorwaarden voor de bedrijfsuitoefening en wat betreft de definitie van begrippen voor de toepassing van genoemde richtlijn vervangen worden door een verwijzing naar artikel 50 van die gedelegeerde verordening (zie artikel 11, lid 5, tweede lid, van de gedelegeerde richtlijn (EU) 2017/593).

Bovendien behoort in de Nederlandse tekst van die paragraaf 6 geschreven te worden “van de gedelegeerde verordening (EU) 2017/565” in plaats van “van de Gedelegeerde Richtlijn (EU) 2017/565”.

Artikel 7

In paragraaf 2, *in fine*, moet niet “de onderstaande paragraaf” geschreven worden, maar “paragraaf 3”. Indien een of meerdere paragrafen in een later stadium ingevoegd zouden worden tussen de paragrafen 2 en 3, zou de verwijzing naar “de onderstaande paragraaf” immers niet meer correct zijn.²

Artikel 8

1. Teneinde rekening te houden met de structuur van artikel 13 van de gedelegeerde richtlijn (EU) 2017/593, dient artikel 8, § 1, 3°, van het ontwerp omgevormd te worden tot een afzonderlijk lid. Paragraaf 3, *in fine*, moet dienovereenkomstig worden aangepast.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 72, a).

² *Ibidem*, aanbeveling 72, b).

2. Gelet op de hiervoor gemaakte opmerking, schrijf men respectievelijk:
- in paragraaf 6: “paragraaf 1, eerste lid, 2°, b)” en “paragraaf 1, eerste lid, 2°, d)”,
 - in paragraaf 7: „paragraaf 1, eerste lid, 2°, c)“, en
 - in paragraaf 8: “paragraaf 1, eerste lid, 2°, d)”.

Artikelen 9 en 14

1. Een artikel mag niet buiten een onderverdeling gelaten worden waarbij artikelen gegroepeerd worden. De artikelen 9 en 14 van het ontwerp moeten derhalve opgenomen worden in een onderverdeling van de titel waarbij ze respectievelijk horen.³

2. De artikelen 9 en 14 van het ontwerp voeren bepalingen in die hun rechtsgrond ontleen aan respectievelijk de wet van 2 augustus 2002 ‘betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten’, de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’ en de wet van 25 oktober 2016 ‘betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies’.

In artikel 9, eerste lid, 1°, en in artikel 14, 1°, van het ontwerp moeten de woorden “van de Europese Unie” derhalve telkens geschrapt worden (zie de definitie van het begrip “derde Staat” in artikel 2, 12°, van de wet van 2 augustus 2002 en de definitie van het begrip “lidstaat” in respectievelijk artikel 3, 9°, van de wet van 25 april 2014 en artikel 2, 17°, van de wet van 25 oktober 2016).

Artikel 22

In de Franse tekst van artikel 22, § 9, tweede lid, tweede zin, dient waarschijnlijk “entreprises réglementées” geschreven te worden, net als in de Nederlandse tekst van die bepaling en zoals in de rest van artikel 22.

Bijlage A (lees: Bijlage)

1. In de Franse tekst van punt I, tweede lid, tweede zin, zou het beter zijn om naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst en van bijlage II, punt I, tweede lid, van richtlijn 2014/65/EU, het begrip “client de détail” te vervangen door het begrip “client non professionnel”.

³ Ibidem, aanbeveling 63.

2. Aangezien artikel 5, § 1, van het ontwerp met betrekking tot titel 2 ervan, het begrip “gereguleerde onderneming” definieert door te verwijzen naar artikel 26, eerste lid, van de wet van 2 augustus 2002, is het niet nodig om in punt I, tweede lid, derde zin, van de bijlage nogmaals te verwijzen naar dat artikel 26 van de wet van 2 augustus 2002.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT